

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Inflation

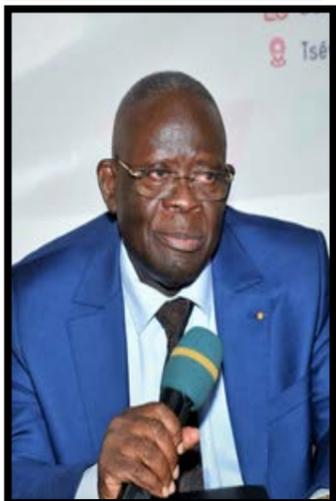
Du jamais vu en Norvège depuis 1988

Les prix à la consommation en Norvège ont augmenté de 6,9% sur un an en septembre, un record depuis juin 1988, a indiqué l'institut ... • (Page 08)

Russie

La Bourse de Moscou en chute de près de 12% à l'ouverture

La Bourse de Moscou chutait de près de 12% lundi matin, à ... • (Page 08)



Reconnaissance de mérite

La BIDC distinguée au Crans Montana Forum

• (Page 03)



Togo / Collectivités territoriales locales

• (Page 04)

Formation sur la mise en oeuvre de la comptabilité des matières

Consommation

Nouvelle baisse de l'Indice FAO des prix des produits alimentaires

Selon un nouveau rapport publié lundi 10 octobre 2022 par l'Organisation des ... • (Page 02)

RGPH-5

Le parlement sensibilisé sur le processus

L'Assemblée nationale a abrité vendredi dernier une séance d'information et de sensibilisation sur le cinquième ... • (Page 04)

Commerce

Afreximbank va former chaque année 8 000 Africains

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a lancé l'Afreximbank Academy (AFRACAD), un centre d'... • (Page 06)

HCRRUN

Nouvelle session d'indemnisation dans les Régions Maritime et Plateaux-ouest

Le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale ... • (Page 11)



Consommation

Nouvelle baisse de l'Indice FAO des prix des produits alimentaires

Selon un nouveau rapport publié lundi 10 octobre 2022 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la jauge des prix mondiaux des produits alimentaires a baissé pour le sixième mois consécutif en septembre, les fortes baisses des cotations des huiles végétales ayant plus que compensé la hausse des prix des céréales.

• Nicole ESSO

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi en moyenne à 136,3 points en septembre, en baisse de 1,1 pour cent par rapport à août, tout en restant supérieur de 5,5 pour cent à sa valeur de l'année précédente. L'indice suit les variations mensuelles des prix internationaux d'un panier de produits alimentaires couramment échangés. L'Indice FAO des prix des huiles végétales a entraîné la baisse, diminuant de 6,6 pour cent au cours du mois pour atteindre son plus bas niveau depuis février 2021. Les cotations internationales pour les huiles de palme, de soja, de tournesol et de colza étaient toutes en baisse. Les stocks importants et persistants d'huile de palme, qui coïncident avec la hausse saisonnière de la production en Asie du Sud-Est, ont fait baisser les prix de l'huile de palme. L'augmentation des disponibilités exportables d'huile de soja en Argentine, l'augmentation de l'offre d'huile de tournesol de la région de la mer Noire et la baisse des prix du pétrole brut ont également contribué à la baisse de ce sous-indice. L'Indice FAO des prix des céréales, en revanche, a augmenté de 1,5 pour cent par rapport au mois d'août. Les prix internationaux du blé ont rebondi de 2,2 pour cent, en raison des préoccupations



concernant les conditions de sécheresse des cultures en Argentine et aux États-Unis d'Amérique, d'un rythme rapide des exportations de l'Union européenne dans un contexte de forte demande intérieure et d'une incertitude accrue quant à la poursuite de l'Initiative céréalière de la mer Noire au-delà de novembre. Les prix mondiaux du maïs sont restés stables dans l'ensemble, la force du dollar des États-Unis ayant compensé la pression exercée par des perspectives d'approvisionnement plus serrées liées à des perspectives de production dégradées aux États-Unis d'Amérique et dans l'Union européenne. L'Indice FAO des prix de l'ensemble du riz a augmenté de 2,2 pour cent, principalement en réponse aux changements de politique d'exportation en Inde et aux inquiétudes concernant l'impact des graves inondations au Pakistan. L'Indice FAO des prix des produits laitiers a chuté de 0,6 pour cent au cours du mois, reflétant dans une large mesure l'impact de

la faiblesse de l'euro par rapport au dollar des États-Unis, ainsi que les incertitudes du marché et les sombres perspectives de croissance économique mondiale. L'Indice FAO des prix de la viande a baissé de 0,5 pour cent. Les prix mondiaux de la viande bovine ont chuté en raison des fortes disponibilités à l'exportation du Brésil et de l'augmentation des liquidations de bétail dans certains pays producteurs, tandis que les prix de la viande de volaille ont légèrement baissé en raison de la faiblesse de la demande d'importation. En revanche, les prix mondiaux de la viande de porc ont augmenté en raison d'une pénurie d'approvisionnement en animaux prêts à l'abattage dans l'Union européenne. L'Indice FAO des prix du sucre a baissé de 0,7 pour cent au cours du mois de septembre, principalement en raison de bonnes perspectives de production au Brésil, ainsi que de la baisse des prix de l'éthanol et des effets des mouvements de devises.

Image du jour



Entretien à Abidjan entre le chef de l'État et Alassane Ouattara le 06 octobre 2022

AUX DECIDEURS...

L'Afrique et le spatiale

Au fur et à mesure que les pays africains accédaient à l'indépendance, ils pouvaient, dans une certaine mesure, contrôler leurs ressources humaines et financières.

Une avancée majeure dans les activités spatiales a commencé vers 1998, avec la création par les Nations Unies de centres régionaux pour l'enseignement des sciences et technologies spatiales dans les pays en développement.

Deux centres ont été créés en Afrique : l'un au Maroc pour les pays africains francophones, l'autre au Nigeria pour les pays africains anglophones.

À peu près à cette époque, l'Afrique du Sud développait ce qui allait devenir le premier satellite africain construit localement - Sunsat - qui a été lancé en 1999.

Dès ces premières étapes, davantage de nations africaines ont commencé à s'intéresser à l'espace. Ceux qui étaient déjà conscients des avantages de la technologie spatiale dans le développement ont commencé à chercher des moyens de se procurer des satellites et d'acquérir des connaissances liées à l'espace.

En plus des initiatives nationales, il existe plusieurs programmes et projets spatiaux financés de l'extérieur en Afrique qui ont créé un afflux de fonds, de connaissances et d'infrastructures sur le continent.

En outre, la politique et la stratégie spatiales africaines ont été adoptées en 2016. Certains pays africains ont également élaboré des politiques et des stratégies spatiales nationales.

Ainsi, l'Afrique a fait quelques gains, mais cela pourrait être mieux.

Il est possible d'appliquer la technologie spatiale dans divers domaines, notamment l'agriculture, les transports, l'urbanisme, la gestion de l'environnement, la gestion des catastrophes et la gestion des ressources naturelles.

Les centres régionaux affiliés à l'ONU au Maroc et au Nigeria ont formé plusieurs centaines d'Africains dans ces domaines.

En outre, certains pays africains ont acheté de petits satellites, principalement grâce à l'aide d'institutions universitaires ou commerciales à l'étranger. Malheureusement, il y a eu peu ou pas de transfert de technologie. De même, la technologie et les connaissances des programmes financés de l'extérieur doivent encore être correctement internalisées, codifiées et diffusées.

Certains pays africains ont lancé des programmes universitaires dans des domaines tels que l'astronomie, la télédétection, la météo spatiale, les communications par satellite, la géodésie par satellite, la météorologie par satellite et le droit de l'espace.

Le défi est qu'il y a peu d'emplois pour les diplômés. L'Afrique finit par les perdre au profit de pays où leurs connaissances et leurs compétences sont mieux utilisées. L'Afrique doit donc être stratégique dans ses engagements et ses programmes.

En raison de la nature unique du domaine spatial (intérêts scientifiques, commerciaux, militaires et géostratégiques), l'élaboration d'une politique et d'une stratégie spatiales n'est pas aussi simple que d'autres politiques publiques.

D'un autre côté, la politique et la stratégie spatiales fonctionnent dans le cadre d'un régime juridique international. Il existe des traités, des principes, des normes et des lignes directrices pour les activités spatiales.

C'est là qu'intervient l'African Space Leadership Institute – pour développer les capacités de l'Afrique en matière de politique, de stratégie, de droit et de gouvernance spatiales. L'institut a également été créé pour fournir des conseils et des informations sur les problèmes du paysage spatial national et continental africain. Tout cela s'inscrit dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et des ODD des Nations Unies.

Les pays africains doivent être plus délibérés dans le développement des capacités spatiales. Une partie ne peut bénéficier d'une coopération bilatérale ou internationale que si elle apporte quelque chose sur la table, sait ce qu'elle veut obtenir de la coopération et négocie bien. Il faut donc beaucoup de prospective stratégique en Afrique.

Elom Nomenyo

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Reconnaissance de mérite

La B IDC distinguée au Crans Montana Forum

Juriste ghanéen et banquier au service du développement, le président de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) et de son Conseil d'administration, George Agyekum Donkor, PhD/DBA se verra décerner le prix du Crans Montana Forum qui se tiendra du 16 au 19 novembre 2022 à Genève, en Suisse.

• Joël YANCLO

En reconnaissance de ses nombreuses contributions au développement socio-économique de la sous-région, grâce à ses initiatives économiques et stratégiques porteuses d'emplois et à son dynamisme au service de la création de richesses en faveur des couches vulnérables de la population, le Crans Montana Forum distingue le président de la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) George Agyekum Donkor, PhD/DBA pour sa brillante carrière qui s'étend sur près de trois décennies, preuve d'un leadership résolument tourné vers l'humain dans le milieu des affaires. Le prix, qui sera remis par Son Altesse Royale Guillaume Jean Joseph Marie, Prince de Luxembourg, lors d'une cérémonie spéciale, se veut une récompense pour des personnes qui n'ont ménagé

aucun effort pour œuvrer à la démocratisation et au progrès socio-économique en vue d'un monde meilleur. Le président de la BIDC sera accompagné à cet événement, par une délégation de haut niveau de la Banque. Dans le cadre de sa mission, M. Donkor privilégie non seulement la mise en œuvre de réformes propices au progrès dans la sous-région ouest-africaine, mais aussi l'impulsion d'un impact international à plus grande échelle, grâce à l'intégration régionale et à un engagement soutenu. Sous son leadership avisé, la BIDC a enregistré une série de succès remarquables, notamment une croissance de 22% de sa masse bilanciale et une sursouscription de 158% de son emprunt obligataire (UEMOA 2021) clôturé dans les 24 heures suivant son lancement, ce qui témoigne de la confiance accrue des investisseurs.

Des performances



CRANS
MONTANA
FORUM



• George Agyekum Donkor, PhD/DBA, président de la BIDC

exceptionnelles

Durant les deux années qui ont suivi sa prise de fonction en qualité de Président de la BIDC, M. Donkor a enregistré des performances exceptionnelles sur les plans opérationnel et financier qui forcent l'admiration de toutes les parties prenantes, notamment les ministres des finances des quinze États

membres de la CEDEAO qui sont également les gouverneurs de la Banque. Son leadership a été marqué par la mobilisation d'un montant de près de 404 millions USD, le recouvrement de plus de 20 millions USD de prêts douteux et radiés, réduisant ainsi le taux de prêts non productifs (PNP) de la Banque de plus de 8% à 5,86%. Par ailleurs, la Banque a recouvré un montant de plus de 66,6 millions USD au titre des arriérés de capital. Tous ces efforts ont contribué à l'amélioration de la note de crédit de la BIDC par les agences de notation Moody's et Fitch Ratings en 2021 et 2022, qui est passée de B2 (perspective négative) à B2 avec perspective stable, en dépit de la récession économique mondiale induite par la pandémie de Covid-19 et la guerre entre la Russie et l'Ukraine. D'autres avancées remarquables ont été enregistrées, notamment le renforcement de la gouvernance et des ressources humaines de la Banque, l'amélioration de sa visibilité, de ses processus et procédures, ainsi que la mo-

demisation de ses technologies de l'information.

Evènement de haut niveau

Le Crans Montana Forum est un événement de haut niveau qui réunit dans un cadre informel, des leaders mondiaux intervenant dans divers domaines tels que le développement international, la diplomatie, la politique économique et le bien-être social afin d'échanger des idées et d'établir des partenariats. Au fil des ans, le Forum a compté parmi ses partenaires éminents, de hautes personnalités, notamment M. Dominique de Villepin, ancien Premier ministre français, le Révérend Jesse L. Jackson, un militant politique et un pasteur baptiste américain, et M. Boutros Boutros Ghali, PhD, ancien secrétaire général des Nations unies etc. En tant qu'invité d'honneur à cet événement, M. Donkor présentera sa vision pour la région de la CEDEAO et son institution financière régionale.

nale, la BIDC. Il convient de rappeler que M. Donkor a été le lauréat du Prix d'excellence pour le leadership en matière d'innovation, décerné par le Ghana Innovation/NIBS Award en 2019. Le Forum de Crans Montana traitera de toutes les questions liées à la Sécurité globale dans un monde entièrement bouleversé. Quelle sont les menaces, les défis mais aussi les opportunités ?

Le CMF en bref

Le Crans Montana Forum (CMF) est une Organisation Internationale Non Gouvernementale créée depuis 1986, dont la mission est de construire un Monde meilleur « Vers un Monde plus Humain ». Le CMF travaille en étroite collaboration avec tous les gouvernements, organismes spécialisés, organisations internationales et régionales telles que l'ONU, l'UNESCO, l'ONUDI, la FAO, l'UNION EUROPÉENNE, la COMMISSION EUROPÉENNE, le CONSEIL DE L'EUROPE, l'OFID... et bien sûr de nombreuses ONG. Son objectif premier est de renforcer la coopération internationale en promouvant les bonnes pratiques et en permettant un dialogue permanent entre les acteurs publics et privés qui sont les véritables décideurs dont dépend l'avenir de notre Monde. Il organise plusieurs événements par an. A chaque fois, des décideurs, toujours de haut niveau, généralement issus d'une centaine de pays, se réunissent dans un cadre privé et informel pour débattre des enjeux politiques, sociaux, économiques et sécuritaires du siècle.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimation

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

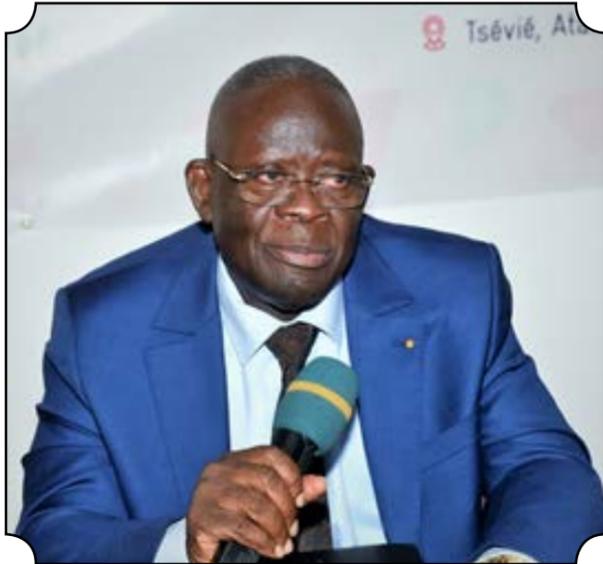
Togo / Collectivités territoriales locales

Formation sur la comptabilité des matières

Une session de formation a lieu simultanément à Tsévié, Atakpamé et Sokodé sur le processus de mise en œuvre de la comptabilité des matières dans les Collectivités territoriales locales. Le Secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances a procédé à l'ouverture de cette formation à Tsévié.

● Joël YANCLO

Du 10 au 16 octobre 2022, un atelier de formation sur « le processus de mise en œuvre de la comptabilité des matières dans les collectivités territoriales locales » organisé par la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) en collaboration avec la coopération allemande au Togo (GIZ) se déroule à Tsévié, Atakpamé et Sokodé. 242 participants prennent part à cette session pour constituer un maillon essentiel dans le processus d'opérationnalisation de la comptabilité des matières dans les collectivités territoriales. « L'un des outils de gestion dont dispose une collectivité territoriale pour assurer la protection de ses ressources matérielles est la comptabilité des matières. La Comptabilité des matières, permet donc d'assurer une gestion transparente, saine et régulière des biens acquis sur les deniers publics, afin de prévenir toute utilisation abusive et tout détournement de ces biens à des fins personnelles. Elle est également un système d'information qui permet, grâce à des règles et techniques établies, de réceptionner, d'enregistrer, de suivre et de contrôler les mouvements, en quantité et en valeur, des matières de toute nature appartenant à la collectivité territoriale », a déclaré le



Secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances. L'importance de la tenue de la comptabilité des matières n'est plus à démontrer dans le cadre de la bonne gouvernance. Elle permet de suivre les biens dès leur acquisition jusqu'à leur sortie définitive du patrimoine de l'organisme public ; de situer les responsabilités en cas de perte, d'avarie ou de sortie irrégulière et même en cas de passation de service ; donne des informations fiables sur les matières existantes ; permet en outre à tout moment, la connaissance des existants, la description, le suivi et le contrôle des mouvements des biens publics ainsi que la maîtrise de l'état du patrimoine mobilier et immobilier en quantité et en valeur. Depuis quelques années, le Togo s'est résolument engagé dans un vaste chantier de réformes en matière de gestion des finances publiques, marqué par la transposition par des lois

et décrets, des directives de l'UEMOA y relatives. Parmi ces textes formant le cadre harmonisé des finances publiques, figure la directive N°03/2012/CM/UEMOA du 29 juin 2012 portant comptabilité des matières au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). L'internalisation de cette directive a été consacrée par le décret n°2016-060/PR du 04 mai 2016 portant règlement général sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat et aux autres organismes publics. Comme l'indique cette directive communautaire, le Décret n°2016-060/PR recommande en particulier l'implantation et la tenue effective de la comptabilité des matières dans tous les Etats de l'espace communautaire, pour une amélioration de la gestion du patrimoine non financier de l'Etat et des autres organismes publics dont les collectivités territoriales. Ainsi, afin de rendre opérationnel la tenue de la comptabilité des matières au niveau des collectivités territoriales, le cadre juridique national a été renforcé avec la prise des textes d'application du décret de transposition. Il s'agit notamment de l'arrêté portant nomenclature des matières des collectivités territoriales ; l'arrêté portant fixation des taux d'amortissement des biens des collectivités territoriales ; l'arrêté portant modalité de présentation des supports et documents de la comptabilité des matières de l'Etat et des autres organismes publics.



RGPH-5

Le parlement sensibilisé sur le processus

L'Assemblée nationale a abrité vendredi dernier une séance d'information et de sensibilisation sur le cinquième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 5).

● Vivien ATAKPABE

L'implication des élus du peuple dans le processus, Le 5ème recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) se révèle une stratégie gagnante pour une meilleure mobilisation des populations. Les députés ont assisté, ce vendredi 7 octobre 2022, à une séance d'information et de sensibilisation sur le RGPH-5. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des préparatifs du 5ème recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) et a pour objectif d'exhorter la représentation nationale à jouer sa partition pour la réussite de l'opération. Des préoccupations portant entre autres sur le lien entre le recensement et le numéro



d'identification fiscale, le lieu effectif de leur recensement et le recensement des déplacés ont été abordés au cours des échanges. Les députés ont saisi cette opportunité pour appréhender la quintessence de leur mission spécifique dans le cadre de ce recensement, celle d'obtenir l'adhésion et la forte participation de leurs communautés respectives. Le ministre, conseiller du Président de

la République, Pré Simféitchéou a salué « la décision d'envergure de la représentation nationale de s'informer à l'orée de ce cinquième recensement en vue de son plein succès ». La Présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodi Tsègan, après avoir remercié le gouvernement pour cette initiative, a exprimé l'admiration de la représentation nationale et a rappelé les grandes lignes du recensement. « Dans le cadre de l'ambitieux programme de modernisation de notre pays, nous devons jouer notre partition en contribuant à la mise sur pied de données actualisées et fiables, en suscitant nos populations pour une adhésion massive. A noter que cette opération de recensement débute le 23 octobre et prend fin le 12 novembre sur toute l'étendue du territoire national. Près de 14500 agents recenseurs seront déployés sur l'ensemble du territoire dans le cadre de ce 5ème recensement général de la population et de l'habitat. Le dernier a été réalisé en 2010. Plus de 14 000 agents seront déployés.

**Marché financier****Le CREPMF devient AMF-UMOA**

Présidé depuis mai 2021 par le Togolais Badanam Patoki (photo), le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF) change de nom et devient l'Autorité des marchés financier de l'Union monétaire ouest-africaine (AMF-Umoa).

Au Togo, les députés ont adopté la loi autorisant la ratification du Traité portant modification des dispositions du Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) relative à la dénomination de l'institution en novembre 2021. « Le CREPMF joue le rôle de gendarme pour la protection de l'épargne investie dans l'UMOA à travers l'organisation de l'appel public à l'épargne, l'habilitation, le contrôle des structures de marché et des intervenants commerciaux, le contrôle de



la régularité des opérations de bourse », avait rappelé le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya, à l'occasion. Organe de l'Umoa, l'institution basée à Abidjan édicte notamment les dispositions applicables à

l'appel public à l'épargne et aux opérations de bourse et autres produits de placement, aux conditions d'exercice des structures de marché et des intervenants commerciaux.

Avec tobusinessnews.com



REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

Avis d'Appel d'Offres International (AAOI)

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP)

AOI N° 004/ARCEP/PRMP/2022 du 05 octobre 2022

1. L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes dispose des fonds budgétaires, afin de financer la fourniture, l'installation et la mise en service d'un Système avancé de Gestion Automatisée du Spectre (SGAS).
2. L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes, sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la fourniture, l'installation et la mise en service d'un Système avancé de Gestion Automatisée du Spectre (SGAS). Le marché est en lot unique et les variantes sont autorisées, conformément à la clause IC 13.1 des données particulières de l'appel d'offres DPAO.
3. Les livraisons sont effectuées, dans un délai de 90 jours à compter de la date de notification du marché, à l'adresse suivante :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA – Immeuble ARCEP, BP : 358 Lomé, Togo

4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini par le Code des marchés publics en vigueur et ses textes d'application, et ouvert à tous les candidats éligibles.
5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de :

Monsieur Yao Ronald Martial DHOSSA
ARCEP, 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA,
BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94
E-mail : arcep@arcep.tg Site web : www.arcep.tg

et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP)
4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA,
BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94
de 8H30 à 11h30 et de 15H00 à 17H00.

Les demandes d'éclaircissements se feront du 05 octobre 2022 au 11 novembre 2022.

6. Les exigences en matière de qualifications sont :
 - les conditions légales de l'entreprise ;
 - la situation financière de l'entreprise ;
 - l'expérience de l'entreprise ;
 - l'existence d'un service après-vente assuré directement par le soumissionnaire.

Voir le DPAO pour les informations détaillées.

NB : Les soumissionnaires sont informés que leurs offres financières doivent être élaborées dans le respect des prix contenus dans la dernière version du répertoire des prix de référence (mercuriale des prix) disponible sur le site du Ministère de l'économie et des finances au <https://finances.gouv.tg>. Dans le cas contraire, leurs offres financières seront redressées.

7. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) FCFA à l'adresse mentionnée ci-après :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA,
BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94
E-mail : arcep@arcep.tg

La méthode de paiement sera :

- en espèces à la direction générale de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP), sise au 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA, BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94, E-mail : arcep@arcep.tg ;
- par virement bancaire sur le compte :
N° de Compte : 01030 006417500 142

8. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA,
Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94
au plus tard le 22 novembre 2022 à 10H00 TU.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

9. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de dix millions (10 000 000) FCFA. Cette garantie de soumission est une garantie bancaire délivrée par une banque installée ou représentée au Togo.
10. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date limite du dépôt des offres.
11. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le 22 novembre 2022 à 10H30 TU à l'adresse suivante :

Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) 4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA,
BP : 358 Lomé, Togo Tél. +228 22 23 63 80 ; Fax : +228 22 23 63 94
E-mail : arcep@arcep.tg

La Personne Responsable des Marchés Publics

4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA – Immeuble ARCEP - BP 358 Lomé, Tél : (228) 22 23 63 80, Fax : (228) 22 23 63 94
E-mail : arcep@arcep.tg Site Web : www.arcep.tg

Afrique subsaharienne

La Banque mondiale abaisse ses prévisions de croissance pour 2022 à 3,3%

Le ralentissement de la croissance mondiale, les vagues de sécheresse, la hausse de l'inflation et la remontée des taux d'intérêt se sont ajoutés aux autres défis économiques que connaît déjà la région.

La Banque mondiale (BM) a abaissé, mardi 4 octobre, ses prévisions de croissance économique pour l'Afrique subsaharienne, estimant que la région devrait globalement pâtir du ralentissement de la croissance mondiale, de la sécheresse, de la remontée des taux d'intérêt et de l'envolée de l'inflation. Dans sa dernière édition du rapport Africa's Pulse, une analyse semestrielle des perspectives macroéconomiques à court terme de l'Afrique subsaharienne, l'institution prévoit désormais une croissance économique de 3,3% dans la région en 2022, contre une précédente prévision de 3,6% datant d'avril dernier. La BM a expliqué que la baisse de la demande des matières premières africaines, la hausse de l'inflation dans un contexte de guerre en Ukraine, la multiplication des vagues de sécheresse et le relèvement des taux d'intérêt à l'échelle mondiale constituent les principales causes de la révision à la baisse de ses prévisions de croissance pour l'Afrique subsaharienne. « La hausse des prix des denrées alimentaires entraîne des difficultés aux conséquences graves dans l'une des régions du monde où l'insécurité alimentaire est la plus forte », a-t-elle souligné, notant que « des crises interconnectées surviennent à un moment où la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour mettre en place des réponses gouvernementales efficaces a pratiquement



disparu ». Sur les 33 pays de la région pour lesquels des données sont disponibles, 29 pays ont enregistré des taux d'inflation supérieurs à 5 % en juillet dernier. Une inflation à deux chiffres a été enregistrée dans 17 pays.

Bonnes performances en Côte d'Ivoire et au Sénégal

Même si le nombre des pays d'Afrique subsaharienne en situation de surendettement a peu changé, la BM a fait remarquer que les coûts d'emprunt ont connu une hausse sensible. L'institution a notamment revu à la baisse ses prévisions de croissance pour le Nigeria et l'Afrique du Sud, les deux premières puissances économiques en Afrique, ainsi que pour le Ghana, où l'inflation a culminé à 33,9% en août dernier, dans un contexte de forte dépréciation de la monnaie locale. L'économie ghanéenne devrait croître de 3,5% cette année, contre une précédente prévision de 5,5% annoncée par la BM en avril dernier. Le Nigeria devrait également

voir la croissance de son PIB se situer à 3,3%, contre une précédente prévision de 3,8%. En Afrique du Sud, la croissance tombera à 1,9%, contre une estimation de 2,1% datant d'avril dernier. La BM a, cependant, relevé ses prévisions de croissance pour l'Angola. Ce pays producteur de pétrole devrait voir son PIB progresser de 3,1% cette année, contre une précédente prévision de 2,9%. Le rapport Africa's Pulse révèle, par ailleurs, que la Côte d'Ivoire enregistrera la plus forte croissance économique en Afrique de l'Ouest en 2022 (5,7 %), alors que l'économie sénégalaise devrait progresser de 4,8% cette année, avant d'atteindre des taux de croissance de 8 % en 2023 et de 10,5 % en 2024, grâce à l'entrée en production de plusieurs gisements d'hydrocarbures. Les prévisions pour le Kenya, première économie d'Afrique de l'Est, restent inchangées par rapport au mois d'avril, à 5 %.

Avec Agence Ecofin

Café durable

Nestlé investira 1 Md€ dans le Nescafé Plan 2030

La multinationale suisse Nestlé lance le Nescafé Plan 2030. Ce programme dont la mise en œuvre nécessitera un investissement de plus d'un milliard d'euros de la part de Nestlé vise à rendre la culture du café plus durable.

Nestlé investit dans l'agriculture durable à travers sa célèbre marque Nescafé. La multinationale suisse compte investir un milliard de francs suisses (soit 1,025 milliard d'euros) pour la mise en œuvre de son nouveau programme Nescafé Plan 2030. Le programme est destiné à inciter les cultivateurs de café à s'orienter vers l'agriculture régénérative, aujourd'hui une nécessité face au changement climatique. L'agriculture régénérative au centre de la stratégie de Nestlé réunit un ensemble de pratiques agricoles dont l'objectif premier est de renforcer naturellement la qualité des sols ou de restaurer la fertilité des sols malades ou épuisés. Ces pratiques s'appuient largement sur les traditions paysannes naturelles du monde entier, mais aussi sur les recherches et innovations modernes en matière d'agriculture durable.

Les incitations financières pour l'adoption des techniques durables

Nestlé compte, à travers le Nescafé Plan 2030, convaincre les agriculteurs à adopter les cultures de couvertures réputées pour apporter plus de biomasses au sol. Toujours dans le souci d'améliorer la qualité des sols, les agriculteurs devront utiliser des engrais organiques et surtout remplacer les caféiers existant par des variétés résistantes aux maladies et au changement climatique. Et pour y parve-



nir, Nestlé prévoit une formation, une assistance technique et des plants de café à rendement élevé. Aussi, la multinationale basée à Vevey en Suisse mise sur des incitations financières pour les agriculteurs en Côte d'Ivoire, au Mexique et en Indonésie. Ce sera dans le cadre d'un programme visant également la protection des revenus des agriculteurs grâce à une assurance contre les intempéries, ainsi qu'un meilleur accès aux lignes de crédits. «Nescafé vise à avoir un impact réel sur la caféiculture à l'échelle globale. Nous voulons que les producteurs de café prospèrent, au même titre que nous souhaitons que le café ait un impact positif sur l'environnement. Nos actions peuvent contribuer au changement dans l'ensemble du secteur du café», affirme Philipp Navratil, chef de l'unité commerciale stratégique Café chez Nestlé.

La nécessité d'une production durable du Café

Le nouveau programme d'agriculture durable est développé dans le cadre de la politique de Nestlé en faveur du développement durable.

Avec cette démarche, le groupe veut atteindre 100 % de café d'origine responsable d'ici à 2025 et 20 % du café issu de méthodes agricoles régénératives d'ici à 2025, et 50 % à l'horizon 2030. Seulement, au même titre que le soja ou le cacao, le café fait partie des produits dont la culture est contestée par les défenseurs de l'environnement en raison de leurs ravages sur la biodiversité. Et l'extension des superficies cultivées suscite davantage de craintes. Le Brésil et la Colombie sont les deux principaux producteurs mondiaux de café, suivi par l'Asie (Indonésie, Vietnam) et l'Éthiopie. En 2014, l'augmentation de la superficie des plantations de café était de 100 000 hectares selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'Afrique de l'Ouest est la principale région productrice de cacao, avec la Côte d'Ivoire (31 %), le Ghana (18 %), le Nigeria 8 %, ainsi que le Cameroun qui produit 6 % du café consommé dans le monde. Ensuite l'Indonésie (17 %) en Asie du Sud-Est et le Brésil (5,5 %) et l'Équateur (3 %) en Amérique du Sud.

Avec afrik21

Commerce

Afreximbank va former chaque année 8 000 Africains

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a lancé l'Afreximbank Academy (AFRACAD), un centre d'apprentissage, de connaissances et de mise en réseau conçu pour aider à faire progresser le commerce africain grâce au renforcement des capacités et au leadership.

● Nicole ESSO

L'AFRACAD a été lancée le 3 octobre 2022 à Kampala, en Ouganda, en marge du séminaire de trois jours sur le financement du commerce d'Afreximbank par le professeur Benedict Oramah, président et président du conseil d'administration d'Afreximbank et M. Moses Kaggwa, Ag. Directeur des Affaires Economiques, représentant M. Matia Kasaja, Ministre ougandais des Finances, de la Planification et du Développement Economique. Stephen Kauma, directeur et responsable mondial des ressources humaines chez

Afreximbank, a déclaré lors de la cérémonie de lancement que la création de l'Académie remplit la dimension de renforcement des capacités du mandat de la Banque. «Afreximbank a été à l'avant-garde du renforcement des capacités des Africains sur le continent et de la diaspora dans les questions liées au commerce. À cet égard, dans le cadre du 5e Plan stratégique de la Banque pour la période 2016 à 2021, nous avons prévu de créer un centre de responsabilité sous lequel toutes nos différentes initiatives de renforcement des capacités seraient hébergées », a expliqué M. Kauma. Il a également révélé que l'académie,



qui prévoit de former jusqu'à 100 000 personnes au cours des dix prochaines années, offrant jusqu'à 58 opportunités d'apprentissage différentes, vise à débloquer des opportunités commerciales en renforçant les capacités et le leadership existants, en améliorant l'environnement

commercial à travers l'Afrique et en permettant au continent pour être compétitif à l'échelle mondiale. L'Afreximbank Academy, l'académie d'entreprise exclusive de la Banque, est un centre d'excellence pour le renforcement des capacités dans le commerce et la plaque

tournante incontournable des connaissances afrocentriques et de l'expertise commerciale africaine. AFRACAD fournit des solutions d'apprentissage à fort impact qui couvrent le commerce et le financement de projets ; capacité industrielle; innovation; leadership; langue commerciale; et Connaissances et réseautage. Jusqu'à présent, l'AFRACAD a déjà entamé le processus d'obtention d'une accréditation régionale, en commençant par le Chartered Institute of Bankers of Nigeria (CIBN), tout en explorant et en contactant d'autres organismes d'accréditation. L'Académie a également commencé à mettre

en œuvre une preuve de concept en utilisant le programme Certificate of Trade Finance in Africa (COFTIA), un cours phare sur le financement du commerce qui est l'un des plus complets en Afrique, que l'AFRACAD gère avec FCI et l'Université américaine du Caire. Dans le cadre de la célébration du lancement de l'académie, l'AFRACAD a offert une bourse pour une personne à chaque institution participant au séminaire Afraximbank sur le financement du commerce 2022, couvrant 50% des frais de scolarité pour le cours 2023 pour le certificat de financement du commerce en Afrique.

BRVM 10	160,36
Variation Jour	↓ -0,44 %
Variation annuelle	↑ 4,46 %



BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 194

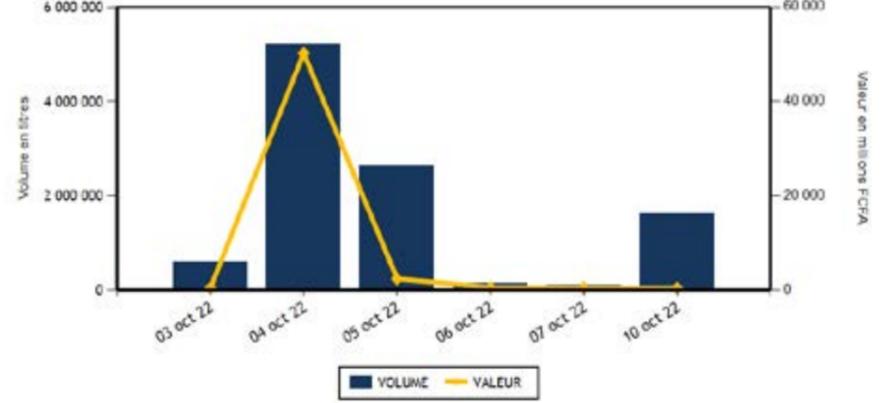
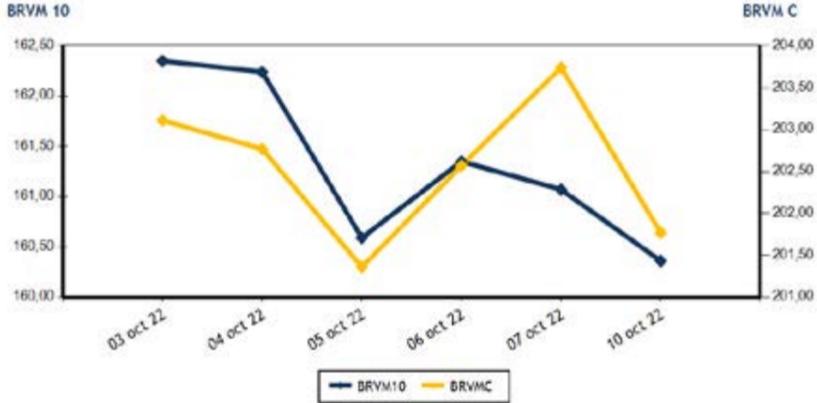
lundi 10 octobre 2022

Site : www.brvm.org

BRVM Composite	201,77
Variation Jour	↓ -0,97 %
Variation annuelle	↓ -0,25 %

Evolution des indices

Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 073 181 291 318	-0,97 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 617 172	1 386,60 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	416 570 889	-12,23 %
Nombre de titres transigés	43	4,88 %
Nombre de titres en hausse	7	-63,16 %
Nombre de titres en baisse	26	100,00 %
Nombre de titres inchangés	10	11,11 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 439 415 719 149	-0,13 %
Volume échangé	353	-45,27 %
Valeur transigée (FCFA)	3 531 150	-45,75 %
Nombre de titres transigés	4	-33,33 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	3	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 490	7,38 %	-16,90 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	695	6,92 %	11,20 %
TOTAL SN (TTLS)	2 495	5,05 %	26,33 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 500	4,84 %	27,45 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 500	2,27 %	12,92 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	6 520	-7,45 %	0,00 %
SICABLE CI (CABC)	1 025	-6,82 %	0,00 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 305	-6,11 %	0,00 %
SETAO CI (STAC)	1 310	-6,09 %	0,00 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	700	-5,41 %	0,00 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	105,12	-0,96 %	-4,53 %	2 908	10 581 335	25,47
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	467,67	-0,77 %	4,19 %	25 905	235 404 480	9,15
BRVM - FINANCES	15	75,72	-1,15 %	-1,83 %	1 562 241	92 363 524	7,29
BRVM - TRANSPORT	2	410,91	-5,23 %	-33,95 %	1 261	2 129 980	6,58
BRVM - AGRICULTURE	5	291,77	0,38 %	19,92 %	14 029	59 123 335	5,72
BRVM - DISTRIBUTION	7	371,52	-0,98 %	-8,81 %	7 781	12 857 845	28,15
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 616,39	-6,09 %	79,45 %	3 047	4 110 390	15,73
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,90	
Taux de rendement moyen du marché	7,40	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,77	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	106	
Volume moyen annuel par séance	1 078 783,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 993 182 561,68	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	26,07	
Ratio moyen de satisfaction	72,86	
Ratio moyen de tendance	279,46	
Ratio moyen de couverture	35,78	
Taux de rotation moyen du marché	0,15	
Prime de risque du marché	6,76	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BENIN
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle, Cotonou
Tél : (229) 21 31 23 26
Fax : (229) 21 31 23 27



BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie
de l'Union des Banques
BP 1312 Ouagadougou 01
Tél : (229) 25 30 87 73
Fax : (229) 25 30 87 18



CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Palais, 18 Avenue Joseph Anoume
CI BP 2662 Abidjan 01
Tél : (229) 20 31 51 51
Fax : (229) 20 32 47 77



GUINÉE
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Commerce
Extérieur
BP 99 Conakry
Tél : (224) 30 30 10 10
Fax : (224) 30 30 10 10



MALI
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BP E 1386 - Bamako
Tél : (223) 49 80 10 10
Fax : (223) 49 80 10 11



NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Innovation
de Niamey
BP 13 208 Niamey
Tél : (227) 20 15 88 83
Fax : (227) 20 15 88 87



SENEGAL
T. rue Jean Monnet
BP 5000 Dakar - Sénégal
Tél : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 08



TOGO
4881, Boulevard O. GNANONGBO Ewekpan,
BP 5000 Lomé
Tél : (228) 22 44 25 16
Fax : (228) 22 25 21 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Jeux dans le nuage

Google sacrifie Stadia sur l'autel des économies

Lancé en grande pompe en 2019, le service de jeux en streaming a fait un flop. Il sera complètement fermé le 18 janvier prochain. Le groupe rembourse.

Google ferme son service de jeu numérique Stadia, le dernier projet ambitieux à être sacrifié, alors que la société cherche à réduire les coûts, indiquent les médias nord-américains. Le service de jeu, qui a été lancé en 2019 et fonctionne sur les téléphones et le navigateur Chrome, «n'a pas obtenu l'intérêt espéré des utilisateurs», a écrit le vice-président Phil Harrison dans le blog de Google jeudi. «Nous avons pris la décision difficile de mettre à l'arrêt notre service de streaming Stadia», a-t-il écrit. Les serveurs seront désactivés le 18 janvier. La société espérait que Stadia parviendrait à se faire une place aux côtés d'autres services de jeux comme le nouveau PlayStation Plus de Sony, Luna d'Amazon et Xbox Cloud Gaming de Microsoft.

Vaste programme d'économie

La fermeture de Stadia est la dernière mesure en date prise par le PDG, Sundar Pichai, pour réduire les coûts après avoir déclaré vouloir augmenter de 20% la productivité de l'entreprise. Le cours de l'action Alphabet a baissé de 34% cette année et, en juillet, la société a annoncé des



● La manette Stadia. Seule représentation physique d'un service complètement dans le nuage. Stadia ayant fait un flop, Google fermera la boutique le 18 janvier 2023. Getty Images via AFP

chiffres décevants en termes de revenus et de bénéfices. Les mesures d'économie pourraient inclure d'autres annulations de services ou de produits ainsi que des réductions de personnel. Tout cela dans un contexte économique difficile. L'avenir de Stadia était en question depuis un certain temps déjà. L'année dernière, la société s'était séparée de l'équipe Stadia Games and Entertainment, spécialement constituée pour développer des jeux exclusifs pour le service. Pour les observateurs, le destin de Stadia a été scellé à ce stade.

On rembourse !

Google a déclaré qu'il rembourserait tous les achats de matériel Stadia effectués sur la boutique Google Store et

tous les achats de jeux et de contenu additionnel sur la boutique Stadia. La société a indiqué qu'elle prévoyait d'effectuer la majorité des remboursements d'ici à la mi-janvier. Les joueurs continueront à avoir accès à leur ludothèque et pourront jouer jusqu'au 18 janvier. Google a déclaré vouloir continuer à soutenir les jeux dans d'autres domaines et qu'il aiderait les développeurs à créer et à distribuer des jeux sur Google Play et Google Play Games. M. Harrison a également indiqué que la technologie utilisée pour Stadia ne sera pas abandonnée mais injectée dans d'autres branches du groupe.

Avec lematin.ch

Suisse

Les faillites ont pris l'ascenseur au troisième trimestre

Entre juillet et septembre, le nombre d'entreprises à se déclarer en défaillance a augmenté de près de 20% sur un an. Les secteurs de la construction et du commerce de gros sont les plus touchés.

Les faillites d'entreprises en Suisse ont bondi de 19,1% au troisième trimestre 2022, par rapport à l'année passée à la même période. Les créations de nouvelles firmes ont elles aussi augmenté entre juillet et septembre en comparaison avec 2021, mais dans une moindre mesure, révèle une étude de la société d'information financière CRIF. C'est dans la construction que le plus grand nombre de faillites a été enregistré (289). Ce secteur est suivi par celui du commerce de gros – où les liquidations ont grimpé de 56,7% sur un an – et par la restauration (152). D'autres branches ont elles aussi connu de fortes hausses : les activités d'architecture et d'ingénierie (+88,9%), le secteur immobilier (+47,5%) et le commerce de détail (+45,2%).

L'étude du CRIF relève d'importantes disparités régionales en la matière. Les can-



tons de Fribourg (+211,9%), du Valais (+117,5%), de Schwytz (+85,2%), des Grisons (77,8%) et du Tessin (+64,3%) ont noté les plus fortes hausses en pourcentage. Par contre, les défaillances ont reculé dans certains cantons, tels que les cantons d'Uri, du Jura et de Genève.

Zurich, Vaud et Genève, des cantons créateurs d'entreprises

Au 3e trimestre 2022, 11'645 entreprises ont été créées en Suisse, soit 3% de plus qu'à

la même période de l'exercice précédent. La plupart des nouvelles inscriptions concernent les cantons de Zurich (2208), de Vaud (1158) et de Genève (928). Parmi les cantons recensant le plus grand nombre de créations d'entreprises, le canton de Zurich affiche la plus forte croissance avec 9,1%. De même, les créations d'entreprises dans les cantons de Soleure (+30,9%), du Tessin (+10,7%) et d'Argovie (9,1%) sont largement au-dessus de la moyenne suisse.

(comm/egr)

L'éco en bref

France : le prix du gazole a bondi de 10 centimes par litre

Les prix des carburants routiers ont flambé la semaine dernière pendant la grève chez TotalEnergies qui a provoqué des pénuries, en particulier le gazole qui a bondi en moyenne de 10 centimes par litre, selon des chiffres du Ministère de la transition écologique, communiqués lundi. Le gazole coûtait en moyenne 1,8035 euro par litre, soit 10,79 centimes de plus que la semaine précédente, tandis que la hausse s'élevait à 7 centimes pour le super sans plomb 95 et à 7,29 centimes pour le sans-plomb 95-E10, selon des chiffres arrêtés vendredi dernier.



Carburants : «Le blocage n'est pas une façon de négocier», dit Macron

Le président français Emmanuel Macron a appelé lundi les directions des groupes pétroliers et les syndicats à «la responsabilité», en soulignant que «le blocage» des dépôts de carburant n'était «pas une façon de négocier». «Je souhaite qu'une issue puisse être trouvée, une conclusion rapide des négociations» et «j'appelle l'ensemble des entreprises concernées et les salariés à un esprit de responsabilité», a déclaré le chef de l'État, en déplacement dans le nord de la France.

Énergie : le bouclier tarifaire allemand envisagé à partir de 2023

Le bouclier tarifaire allemand sur les prix de l'énergie, annoncé par le chancelier Olaf Scholz pour atténuer l'impact de l'envolée des prix, pourrait entrer en vigueur début 2023, selon les propositions du groupe d'experts du gouvernement formulées lundi. La première version du dispositif prévoit de subventionner 80% de la consommation des ménages de mars 2023 jusqu'à avril 2024. Au-delà de ce volume, les particuliers paieraient le gaz au prix du marché. Pour les grosses entreprises, le quota subventionné, au prix plafonné de 7 centimes d'euros par kilowattheure, serait limité à 70% de la consommation moyenne normale. Ce bouclier tarifaire est la pièce centrale du «bazooka» énergétique de 200 milliards d'euros annoncé fin septembre et valant à Berlin de nombreuses critiques de ses partenaires européens qui dénoncent un manque de concertation et de solidarité.



Inflation en Norvège : du jamais vu depuis 1988

Les prix à la consommation en Norvège ont augmenté de 6,9% sur un an en septembre, un record depuis juin 1988, a indiqué l'institut norvégien de statistique SSB, lundi. Comme le reste du monde, le pays scandinave est l'objet de poussées inflationnistes dues notamment à l'envolée des prix de l'énergie et à l'agroalimentaire. Calculée hors énergie et variations fiscales, l'inflation dite «sous-jacente» s'est élevée à 5,3% sur un an en septembre. Du jamais vu depuis que l'indicateur a vu le jour en 2001 et c'est beaucoup plus que l'objectif de 2% qui régit la politique monétaire norvégienne. Les prix ont été en particulier tirés vers le haut par l'agroalimentaire qui ont généralement tendance à baisser en septembre, ce qui n'a pas été le cas cette année, a expliqué SSB.

La Bourse de Moscou en chute de près de 12% à l'ouverture

La Bourse de Moscou chutait de près de 12% lundi matin, à l'ouverture, sur fond de série de bombardements dans plusieurs villes d'Ukraine. L'indice principal Moex (en roubles) était en baisse de 11,9% à 9h03, à 1780,39 points, passant brièvement sous la barre des 1800 points pour la première fois depuis le 24 février. Le RTS (libellé en dollars), chutait, lui, de 13% à 909,26 points. 07:40

«On se réunit entre nous ce matin et ce midi, il y aura de vrais débats sur ce qu'on fait», a-t-il ajouté. «Est-ce qu'on continue en attendant d'avoir une date et des engagements fermes? Est-ce qu'on suspend le temps de la négociation? Toutes les options sont sur la table, ce sera aux grévistes de trancher», a-t-il conclu.

Sélection AFP et REUTERS

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	https://gitex.com/
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	https://www.cosmetic-360.com/
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 ^{er} au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier Un grand courant d'énergie vous animera dans le sens d'une meilleure expansion matérielle et financière. Les efforts que vous avez fournis ces derniers temps commenceront à porter leurs fruits et vous donneront du courage à poursuivre vos tâches.

Taureau Très bonne journée pour réorganiser la gestion de vos finances, pour envisager de nouveaux placements. Grâce au soutien de Saturne, vous devriez vous sentir mieux, pécutiairement parlant.

Gémeaux Un grand élan d'énergie vous animera aujourd'hui, tout reprendra forme et deviendra constructif. Mais tout cela seulement à condition de ne pas voir trop grand ou trop dispendieux. "Mange selon la hauteur de ton sac à provisions, marche selon la largeur de ton pas" (proverbe tibétain).

Cancer Cette journée pourra être marquée par des problèmes de trésorerie qui se révéleront préoccupants. Il serait souhaitable de mettre un peu d'ordre dans vos finances et surtout de ne pas chercher des solutions de facilité dans la quête des fonds. N'oubliez pas que tout emprunt doit être remboursé, avec des intérêts sous une forme ou une autre.

Lion Grâce à Mercure en bel aspect, votre équilibre budgétaire devrait être solide. Voilà une journée propice à l'obtention d'une prime quelconque ou à la négociation d'un nouveau contrat. Si vous décidez de souscrire de nouveaux placements, vous saurez faire preuve d'une habileté qui servira au mieux vos intérêts.

Vierge Méfiez-vous des opérations boursières ou immobilières aujourd'hui, car elles cacheront bien des embûches en raison des mauvais aspects de la Lune. N'allez pas non plus vous endetter pour mettre sur pied des projets qui ont peu de chance de voir le jour, tant ils manquent de bases solides.

Balance Vos initiatives seront bien accueillies par votre entourage. Ce sera le moment de prendre des décisions financières ou d'investir dans des achats utiles ; vous pourrez contacter les banques et obtenir des appuis, mais n'en abusez pas.

Scorpion C'est vrai, avec le Soleil, astre puissant et bénéfique, vos finances s'annoncent sous des auspices prometteurs. Mais il vaudrait mieux vous montrer prévoyant, car le Soleil a toujours un impact passager, alors que Saturne, un astre à l'impact beaucoup plus durable et beaucoup moins favorable, va rapidement influencer votre Ciel.

Sagittaire Les influx de Jupiter vous inclineront à faire des économies. Aussi sera-t-on très étonné de votre réticence à ouvrir votre portefeuille aujourd'hui, ce qui n'est pas dans vos habitudes. Continuez dans cette voie.

Capricorne Si vous avez prévu d'effectuer d'importantes transactions financières, en particulier la vente ou l'achat de biens immobiliers, faites ces opérations maintenant. Ensuite, les influences planétaires vous seront beaucoup moins favorables.

Verseau Le climat sera instable et nullement favorable à des investissements importants. Ne vous fiez pas à l'embellie qui semble se manifester : elle sera trompeuse et en tout cas trop fugitive pour être mise à profit.

Poissons Rien de bien important à signaler sur le plan pécutiaire. Vous devrez veiller à ne pas prendre de décision trop impulsive. Si vous avez un choix financier important à faire, vérifiez bien tous les tenants et aboutissants de l'affaire en question.

L'économiste

Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/12/13/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Nicole ESSO
Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département de l'Agriculture, des Ressources
en Eau et de l'Environnement

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°007/2022/AMI/DDA/DAREN/UEMOA
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET D'ETUDES EN VUE DE LA RÉALISATION
D'UNE ÉTUDE POUR L'ETABLISSEMENT D'UN ETAT DES LIEUX DES
REFLEXIONS, DES CONCEPTS ET PRATIQUES ECOLOGIQUES DANS LES
SYSTEMES ACTUELS DE PRODUCTION AGRICOLE**

1. Dans le cadre de l'opérationnalisation de l'axe relatif à l'adaptation des systèmes de production agricole, la Commission de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a fait le choix de l'approche filière comme démarche de mise en œuvre de la Politique Agricole de l'Union (PAU). A cet effet, cinq (05) filières agricoles prioritaires (riz, maïs, coton, bétail-viande et aviculture) ont été identifiées pour être promues prioritairement. Le Schéma directeur adopté par le Règlement N°006/2007/CM/UEMOA du 06 avril 2007 s'y consacre et définit les leviers à activer pour améliorer les performances de ces filières. Ainsi, en plus des enjeux liés au renforcement institutionnel des acteurs des filières et des capacités de stockage des produits agricoles bruts et transformés, il est retenu l'amélioration des conditions durables de viabilité économique et écologique des filières.

En effet, les changements climatiques et l'accélération de la dégradation des ressources écologiques de base constituent une menace pour la compétitivité des filières agricoles et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations dans l'espace UEMOA. Selon des prévisions récentes du Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), si rien n'est fait, l'on assistera à une baisse sensible de la productivité, de l'ordre de 20 à 50% pour les zones sahéliennes, et de 5 à 20% pour les zones subhumides, à l'horizon 2050.

Les impacts négatifs de l'évolution du climat sur l'agriculture sont multiples. Les agricultures familiales subissent aussi d'autres mutations de leur environnement : dégradation des sols, déforestation et érosion de la biodiversité, insertion à l'économie de marché, la baisse des rendements (végétaux et animaux), l'impossibilité de faire jouer les mécanismes traditionnels de gestion du risque et la très grande incertitude fragilisent les systèmes et induisent des stratégies de court terme qui sont souvent dommageables à l'environnement, voire à la durabilité économique des exploitations.

Pourtant, il est possible d'accompagner la compétitivité des filières identifiées sur des bases durables de production, de transformation et de commercialisation. Cet accompagnement peut se traduire par des mesures incitatives, des innovations et des technologies et autres actions d'adaptation aux dérèglements du climat. Contrairement aux méthodes contraignantes développées jusque-là, c'est-à-dire l'adoption de lois et de règlements sur la protection de l'environnement, les émissions polluantes, la santé humaine et l'utilisation des terres, entre autres, il pourrait être privilégié des mesures qui récompensent les bonnes pratiques de gestion et de préservation de l'environnement et des bases de production (terre, ressources en eau, etc.) à travers notamment la facilité de l'accès à des marchés plus rémunérateurs, à des financements et autres facilités de production, de commercialisation et de transformation.

La présente étude s'inscrit dans ce cadre. Elle vise en effet, à identifier les voies de promotion d'une transition écologique dans l'espace UEMOA pour le développement de systèmes agricoles résilients sur un plan économique, et fondés sur des modes de production respectueux de l'environnement. Cet objectif constitue un enjeu essentiel pour la Commission de l'UEMOA, notamment dans le cadre de la mise œuvre de l'action phare « Promotion d'une Agriculture Durable » de son Cadre d'Actions Prioritaires (CAP) 2021-2025. L'objectif final attendu est la promotion d'initiatives accompagnant l'installation de projets agricoles durables.

2. L'objectif global de l'étude est d'établir l'état des lieux des réflexions, des concepts et pratiques écologiques dans les systèmes actuels de production agricole en vue de proposer une stratégie et un plan d'actions de transition écologique dans l'Agriculture de l'espace UEMOA.
3. La durée totale prévue pour l'exécution de la mission est de soixante-quinze (75) jours.

4. En vue de la constitution de la liste restreinte et pour une Demande de Propositions ultérieure, le Commissaire chargé du Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement, invite les Cabinets d'Etudes ou Groupements de Cabinets d'études à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites.
5. Les Cabinets d'Etudes ou groupements de Cabinets d'Etudes intéressés sont invités à produire, dans leur dossier de manifestation d'intérêts, toutes références et documents permettant d'apprécier leurs expériences et expertises dans ces prestations, en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdites prestations (brochures, références concernant l'exécution des contrats analogues, moyens matériels, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des compétences nécessaires, etc.).
6. La Commission de l'UEMOA, se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.
7. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale, l'expérience spécifique et la connaissance de la région sur la base de la pondération ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
1 - « Expérience générale du Consultant »	30
2 - « Expérience spécifique du Consultant »	60
3 - « Connaissance de la région (pays de l'UEMOA) »	10
Total des points	100

8. Pour tous renseignements, veuillez contacter :

- **Bonfils Yao KOKO** - Tél. : +226 25 42 51 72,
Email : bykoko@uemoa.int
- **Goumbo THIAM** - Tél. : +226 25 42 51 64
Email : gthiam@uemoa.int

Aux jours et heures suivants :

- Du lundi au vendredi, de 07 H 30 mn à 12 H 30 mn et de 13 H 30 mn à 16 H 30 mn

9. Les manifestations d'intérêts rédigées en langue française, sous format papier A4, et fournies en trois (03) exemplaires (un original et deux (02) copies), peuvent être envoyées par la poste, ou déposées au bureau du courrier de la Présidence de la Commission de l'UEMOA ; 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 BP 543 Ouagadougou 01 - BURKINA FASO au plus tard le ~~04 NOV 2022~~ à 9 heures 30 mn précises heure locale.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures 30 mn au 2^{ème} étage du complexe administratif sis à Ouaga 2000 dans la salle de réunion du DAREN.

10. L'enveloppe contenant la Manifestation d'intérêt devra être scellée et portée visiblement la mention : « Manifestation d'intérêts pour le recrutement d'un cabinet d'Etudes en vue de la réalisation d'une étude pour l'établissement d'un état des lieux des réflexions, des concepts et pratiques écologiques dans les systèmes actuels de production agricole ».

Commissaire chargé du Département de l'Agriculture,
des Ressources en Eau et de l'Environnement

Kako NUBUKPO

HCRRUN

Nouvelle session d'indemnisation dans les Régions Maritime et Plateaux-ouest

Le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (Hcrrun) tient du 10 au 14 octobre 2022, une nouvelle session de réparations à l'intention de victimes des régions Maritime et Plateaux-ouest (Kpalimé, Agou et Kpélé).



Haut Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale

REPUBLICQUE TOGOLAISE
TRAVAIL - LIBERTE - PATRIE

Lomé, le 07 OCT 2022

Communiqué

Session d'indemnisation des victimes non vulnérables des régions de la Maritime et des Plateaux-Ouest

Dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du programme de réparations, le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) organisera une session d'indemnisation à son siège à Lomé du 10 au 14 octobre 2022, à l'intention des victimes non vulnérables des régions de la Maritime et des Plateaux-Ouest (Kpalimé, Agou, Kpélé).

A cet effet, le HCRRUN invite les victimes dont les noms sont affichés dans les locaux de leurs préfectures et mairies respectives ou publiés sur le site de l'institution (www.hcrrun-tg.org), à se présenter aux dates indiquées.

Les victimes concernées sont priées de se munir d'une des pièces d'identité suivantes en cours de validité :

- Passeport
- Carte d'identité
- Permis de conduire
- Ou à défaut la carte d'électeur de 2018

Le HCRRUN prie les victimes dont les noms ne sont pas encore publiés à faire preuve de patience et de compréhension en attendant leur tour d'indemnisation le moment venu.

Lomé, le 07 octobre 2022
Pour le HCRRUN,
La Présidente

Vivre ensemble... une nécessité!

CM/OUA/Villa n°16 Face à la Cour Constitutionnelle
BP: 20929 Lomé-TOGO Tél: (+228) 22 26 24 59 / 89 Fax: (+228) 22 26 25 36 E-mail: hcrrun.togo@gmail.com Site web: www.hcrrun-togo.org N° vert: 80 00 40 40

Commerce

Le marché de petits poissons de Gbétsoyé bat son plein

C'est la saison des anchois (abobi), les petits poissons protéinés dont raffolent les populations côtières du sud Togo.

Depuis quelques jours, les femmes mareyeuses se pressent au nouveau port de pêche de Gbétsoyé (banlieue est de Lomé), chacune espérant repartir avec une bonne quantité d'anchois. A en croire les pêcheurs, c'est la pleine saison des anchois. Déjà à partir de la fin du mois d'août jusqu'à la fin octobre, la pêche aux anchois est très abondante. "Actuellement, une bassine de 60kg d'anchois coûte entre 15.000 et 20.000 F. C'est très abordable par rapport à la saison de juillet ou la bassine se vendait jusqu'à 40.000 F.CFA", confie Koudjagbo Komla Jean, pêcheur au port de pêche de Gbétsoyé à agridigitale.net. Selon la communauté des pêcheurs,



● Le marché de petits poissons au port de pêche de Lomé (image AGD/F.K.A)

en période d'abondance, un bateau de pêche peut ramener jusqu'à 50 bassines si la pêche est bonne. Et déjà à 7h du matin, le marché s'anime avec une forte affluence. Un véritable business qui profite aux femmes mareyeuses et à tous les acteurs de la chaîne de valeur du poisson. En

dehors des anchois, d'autres poissons comme les carangues, les thons ou encore les bonites sont pêchées en cette saison. L'anchois est un poisson gras doté de nombreux bénéfices pour la santé. Riche en protéines d'une haute valeur biologique, l'anchois constitue une bonne source d'acides gras bon pour le système cardiovasculaire. Il offre également d'excellentes teneurs en vitamines, minéraux et oligo-éléments. Ce poisson fournit de bonnes quantités de vitamine A, provitamine A, de vitamine D et de vitamines du groupe B. Sa chair offre d'intéressantes concentrations en iode, phosphore, potassium et fer.



● D'autres types de poissons également disponibles

Avec agridigitale.net

OL

Laurent Blanc fixe un premier objectif et prévient ses joueurs

Présenté devant la presse ce mardi, Laurent Blanc a dressé un bilan honnête de l'OL et a fixé un objectif important à ses nouveaux joueurs, avant la trêve de la Coupe du monde.

Objectif sauvetage pour Laurent Blanc. Nommé directement à la tête de l'Olympique Lyonnais en remplacement de Peter Bosz pour deux saisons, l'ex-entraîneur du PSG et des Bleus a directement dressé le bilan de son nouveau club, devant la presse, ce mardi. S'il assure que ses joueurs ne sont pas au mieux mentalement et physiquement, Laurent Blanc a déjà ordonné un premier objectif

clair, avec une deadline : le 13 novembre prochain, jour de la trêve du Mondial 2022. «Les joueurs ressentent la situation, ils sont conscients qu'elle ne reflète pas les objectifs fixés. Je leur ai fait un discours clair et déterminé. Le premier objectif : c'est de prendre le maximum de points avant cette trêve du mois de novembre. L'urgence d'aujourd'hui, c'est qu'on doit être efficace dans le jeu, mais on doit sur-

tout prendre des points, a-t-il d'abord expliqué. Ils savent qu'ils doivent faire plus et retrouver une confiance individuelle. On doit remplir cet objectif d'ici au 13 novembre, avant de travailler en détails et faire quelque chose en deuxième partie de saison».

Laurent Blanc pointe du doigt les «expérimentés»

Le manager de 56 ans a aussi exprimé les faiblesses

de l'équipe lyonnaise et a notamment parlé des joueurs expérimentés, dont Jérôme Boateng. «Je pense qu'il y a des joueurs, individuellement, qui n'arrivent pas à donner l'apport qu'ils devraient. Je parle notamment des expérimentés, ils seront ceux qui vont émerger certaines choses et les jeunes doivent s'imprégner de cela. Ces joueurs d'expériences nous permettront de sortir de cette phase difficile.

Boateng ? C'est une question précise, mais je dois évaluer (...) La chose la plus compliquée, c'est quand cela touche au mental. Les têtes ne sont pas libérées pour l'instant». Et s'il n'a pas encore donné d'idée sur son idée de jeu, il assure être fidèle à ses valeurs et ne compte pas sur le mercato pour se renforcer, pour le moment. «Le mercato, c'est le 1er janvier. Il y a beaucoup de matchs avant. Cela ne sert à rien d'y penser maintenant.

On peut envisager d'améliorer les choses, mais on doit travailler avec les joueurs qui sont là. C'est l'effectif que j'ai vu ce matin, à moi de les faire travailler. On doit être au top physiquement, mentalement, de partout. Ce n'est pas le cas actuellement. Cette équipe doit reprendre confiance pour faire des résultats». Le message est donc clair, rendez-vous le 16 octobre prochain, contre le Stade Rennais.

Avec footmercato.net

Le Togo en chiffres

Produits échangés		Produits échangés		Produits échangés	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020	2,2 Mds USD de produits importés en 2020	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Produits de beauté ou de maquillage	8,3	Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...		Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

C'est Reparti!

30 Nov 17^{ème}
18 Déc. Foire Internationale de
2022 LOME
Foire de toutes les opportunités

THÈME:
COMPÉTITIVITÉ DES BIENS ET SERVICES POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE POST COVID 19

+1000 EXPOSANTS

+300 000 VISITEURS

90 000 M² D'ESPACE

CETEF-LOME
+228 91 20 70 70 / 99 20 70 70
www.cetef.tg

Actuelle sous strict respect des mesures sanitaires au Covid 19

C'est Reparti!

30 Nov 17^{ème}
18 Déc. Foire Internationale de
2022 LOME
Foire de toutes les opportunités

THÈME:
COMPÉTITIVITÉ DES BIENS ET SERVICES POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE POST COVID 19

+1000 EXPOSANTS

+300 000 VISITEURS

90 000 M² D'ESPACE

CETEF-LOME
+228 91 20 70 70 / 99 20 70 70
www.cetef.tg

Actuelle sous strict respect des mesures sanitaires au Covid 19

ELITE

BRVM

**PREMIERE CEREMONIE DE CERTIFICATION
DES PME DU PROGRAMME ELITE BRVM LOUNGE**

Le 13 Octobre 2022

17h00

Noom Hotel Abidjan Plateau